



## Annales historiques de la Révolution française

348 | Avril-Juin 2007  
Guerre(s), société(s), mémoire

---

# Réjouissances citoyennes en Côte-d'Or 1789-1800

Michel Biard

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9673>  
ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007  
Pagination : 233-235  
ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Michel Biard, « Réjouissances citoyennes en Côte-d'Or 1789-1800 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 23 juillet 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9673>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Réjouissances citoyennes en Côte-d'Or 1789-1800

Michel Biard

---

## RÉFÉRENCE

Franck Laidié et Christine Lamarre (dir.), *Réjouissances citoyennes en Côte-d'Or 1789-1800*, Dijon, Cahier du Comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte-d'Or, nouvelle série, n°1 – Archives départementales de la Côte-d'Or, 2005, 96 p., ISSN 1778-6088.

- 1 Fondé en 1904, le Comité pour l'histoire de la Révolution en Côte-d'Or a publié sept recueils d'articles entre 1910 et 1925, puis quatorze études dans le cadre d'une « nouvelle série » à partir de 1925. Grâce au précieux soutien des Archives départementales de la Côte-d'Or, ce comité, hier présidé par Jean Bart, aujourd'hui par Christine Lamarre, ouvre avec le présent ouvrage une troisième série de publications et il convient assurément de s'en réjouir. Pour marquer cette nouvelle étape, il a choisi de mettre à la disposition des lecteurs les actes d'une journée d'études tenue en décembre 2002 sur le thème des « réjouissances citoyennes » pendant la Révolution française.
- 2 Après une introduction de Franck Laidié, auteur d'une thèse (1999) sur les fêtes et manifestations publiques dans ce département à l'époque révolutionnaire, huit communications se succèdent, regroupées en trois thèmes : fêtes et politique, familles et fêtes, la culture en fête. Parmi les huit auteurs, cinq sont des étudiants qui livrent ici un aperçu de leur mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Bourgogne, pour la plupart sous la direction de Christine Lamarre. L'initiative en devient donc encore plus louable, puisqu'elle nous donne ainsi un accès, aussi partiel soit-il, à cette « littérature grise » hélas trop souvent destinée à demeurer quelque peu oubliée dans les bibliothèques et centres de recherche universitaires.
- 3 Mickaël Boileau évoque tout d'abord la commune de Saint-Jean-de-Losne où, le 3 novembre 1792, est célébrée la « fête de la Galas ». Ce nom pour le moins étrange vient du

patronyme du général commandant les troupes impériales mises en échec devant la cité le 3 novembre 1636. Pour commémorer cette résistance victorieuse, les habitants ont pris dès le XVII<sup>e</sup> siècle l'habitude d'organiser des festivités et la dernière célébration de cet anniversaire avant la Révolution datait de 1786. Dans le contexte de l'invasion ennemie, mais aussi des succès militaires français de septembre et octobre 1792, l'occasion était belle de faire renaître « la Galas ». Si, comme on s'en doute, le roi disparaît des hommages rendus, un « ruban tricolore » est ajouté au drapeau et l'« hymne des Marseillais » est chanté dans la ville. Il s'agit donc là d'un bel exemple de tradition festive remise au goût du jour (pour autant, faut-il écrire, comme le fait l'auteur, que l'anniversaire est « récupéré » ?). L'irruption de la politique dans la fête est également au cœur de la communication de Sébastien Langlois sur le rôle des Jacobins dans les fêtes à Beaune, pour l'essentiel en 1793 et en l'an II. Le texte est moins original et la démonstration est même parfois assez confuse dans la mesure où l'auteur ne précise guère les positions partisans locales, se contentant de qualificatifs généraux (« jacobin », « girondin »...) qui amèneront certains lecteurs à ne pas comprendre grand-chose. Par exemple, le représentant du peuple en mission Bernard de Saintes est ainsi supposé écarter les « girondins » des administrations locales en septembre 1793 pour les remplacer par des « jacobins » (p. 28), puis l'auteur nous explique que, quelques mois plus tard, en germinal an II, le même représentant épure à nouveau ces administrations afin d'y placer... des « jacobins » (p. 30). Que pourra bien saisir de tout cela le lecteur qui ignore tout des luttes de factions et du contexte des deux missions bien différentes de Bernard de Saintes (la seconde fait partie de la mission collective du 9 nivôse an II pour organiser dans les départements le gouvernement révolutionnaire et le contexte de l'hiver 1793 est alors politiquement très lourd de menaces) ?

- 4 Plusieurs des communications suivantes portent davantage le regard sur la période directoriale. Franck Laidié étudie le thème de la « régénération » omniprésent dans les fêtes du Directoire et l'on pourra trouver dans son texte de nombreux exemples intéressants des diverses manifestations festives, à mettre en parallèle avec les études réalisées dans d'autres départements (comme les travaux sur ce thème de Philippe Bourdin dans le Puy-de-Dôme). Ces fêtes emportent-elles l'adhésion des citoyens ou, à tout le moins, suscitent-elles une participation importante ? Selon Franck Laidié, les sources sont ici trop silencieuses pour envisager des conclusions définitives. Toutefois, dans une autre communication, Sophie Morlo évoque des réticences, voire des résistances, s'agissant de l'utilisation des enfants dans les cérémonies. Mais son texte est avant tout utile par les exemples concrets de concours organisés pour les enfants et des prix qui sont remis aux vainqueurs. Pour les uns, il convient de réciter la Déclaration des droits et la Constitution de l'an III (on espère pour eux qu'il s'agissait d'un résumé ou d'une partie du texte constitutionnel). Pour les autres, c'est le temps des récompenses : à Chanceaux, le premier reçoit un « chapeau national », les suivants ont droit aux *Fables* de La Fontaine, à une *grammaire* ou à... la Constitution, tandis que les derniers reçoivent tous un canif, toute métaphore politique douteuse étant bien sûr à proscrire à la lecture d'un tel ensemble réuni autour de la Constitution de l'an III ! Le texte de Françoise Fortunet sur « le mariage civil, une fête civique ? » donne lui aussi des exemples pris sous le Directoire, avec notamment la fête des Époux, l'une des parties de l'ensemble festif alors en principe organisé dans tous les départements. Mais on y trouvera également quelques belles références antérieures, telle cette citation de l'an II : « Le 18 frimaire, qui est le décadi, dans le temple de la Raison autrefois la cathédrale on procède au mariage de trois jeunes couples suivant la nouvelle forme légale. Les jeunes hommes sont coiffés de

bonnets rouges et les jeunes femmes portent sur leurs cheveux une couronne de lauriers. Un membre de la municipalité remplace le prêtre [...]. Au cortège des noces se trouvent aux côtés des membres des municipalités des soldats boiteux et blessés sortant de l'hôpital afin de faire comprendre qu'ils ont combattu pour défendre la Patrie et la Liberté ». Et c'est toujours le décadi que, sous le Directoire finissant, en août 1799, le musée des Beaux-Arts de Dijon ouvre ses portes au public, après avoir longtemps été réservé aux seuls élèves de l'école de dessin. La communication de Monique Geiger illustre à son tour le rôle des vétérans, puisque, pendant les deux heures d'ouverture de la décade, trois vétérans de la garde nationale suppléent aux gardiens que nul n'a recrutés pour surveiller la « foule de citoyens » venus admirer les quelque 500 tableaux, les copies de sculptures antiques, sans oublier les « pleurants » des tombeaux des ducs de Bourgogne.

- 5 Enfin, les deux derniers textes, de Clothilde Tréhorel et de Carine Tourneur, évoquent le monde des théâtres. La première nous offre le répertoire du théâtre de Dijon entre 1789 et 1810, soit la bagatelle de quelque 861 pièces représentées, ce qui illustre bien la théâtromanie persistante. Ses conclusions recourent celles de travaux désormais nombreux sur ce thème, prédominance des « amuseurs » et non des tragédiens, coexistence des pièces anciennes et des créations révolutionnaires (pour autant pas forcément liées aux événements en cours), incidents politiques dans le public, etc. Quant à Carine Tourneur, elle s'appuie sur un corpus certes plus modeste, mais pas moins intéressant : les notes de Madame Champagne, épouse d'un procureur, qui rend compte de la vie théâtrale à Semur-en-Auxois en l'an II, en l'an III et en 1799. Là aussi, on trouvera de précieuses listes de pièces jouées, des avis critiques, mais aussi les cinquante et un noms composant une société d'amateurs qui pallient tant bien que mal l'absence d'une troupe installée à demeure. Parmi eux, trente hommes et vingt et une femmes. Pour les dix-sept professions connues, on trouve six membres des autorités du district, deux juges, quatre prêtres... tant il est bien connu que pour être prêtre on n'en est pas moins homme, tout spécialement en temps de révolution où chacun peut, comme le montre ce stimulant petit ouvrage, se livrer aux « réjouissances citoyennes ».